

SOREL-TRACY

SOMMAIRE

Le Bas-Richelieu change de visage

Projet de reconversion industrielle

p. 2

Le développement durable : l'étape des beaux discours est révolue

p. 4

La revitalisation du centre-ville

La Ville compte attirer de nouveaux projets

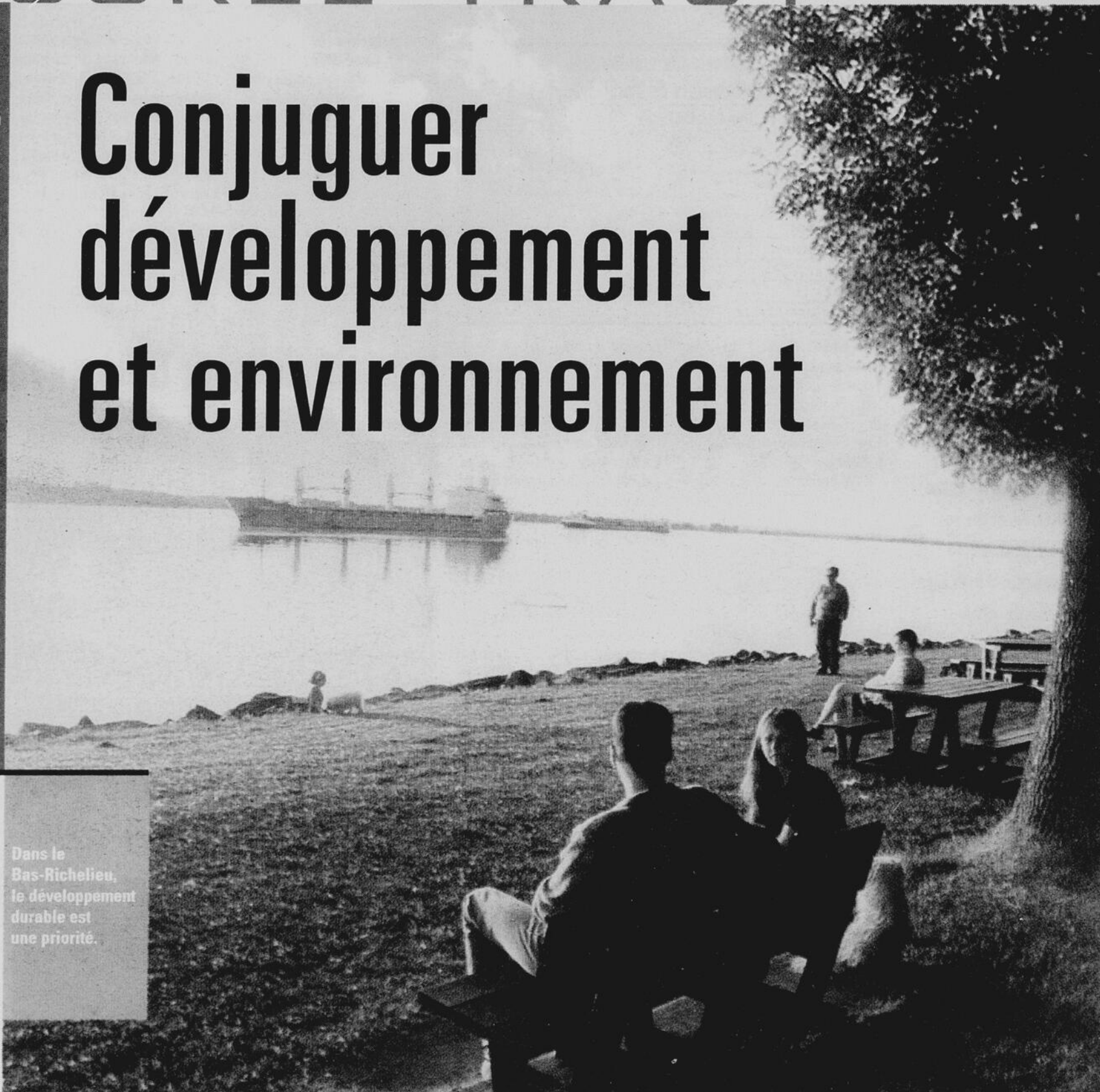
p. 7

Le lac Saint-Pierre, réserve mondiale de la biosphère

Un projet écotouristique de 27 MS

p. 9

Conjuguer développement et environnement



Dans le Bas-Richelieu, le développement durable est une priorité.

JEAN-PIERRE SAINT-MARTIN



Sorel-Tracy... inc.!

Centre d'excellence en développement durable



Société des parcs industriels Sorel-Tracy



Commissaire industriel : Claude Piché

1 888 742-5933

Le nouveau visage économique prend forme

Le Bas-Richelieu doit redoubler d'effort pour assurer sa reconversion industrielle



Sylvie Lemieux

dossiers@transcontinental.ca

La région de Sorel-Tracy continue sur sa lancée et change de visage, lentement mais sûrement, grâce aux efforts de reconversion industrielle entreprises il y a trois ans.

« On commence à récolter les fruits de notre travail », affirme Claude Piché, commissaire industriel et directeur au développement économique au Centre local de développement (CLD) du Bas-Richelieu.

Au premier trimestre de 2003, le nombre de prestataires de l'assurance-chômage a baissé de près de 5 % dans le Bas-Richelieu.

« On a atteint le même rythme d'activité économique que les autres régions. Il faut toutefois continuer de mettre les bouchées doubles pour combler notre retard », ajoute-t-il.

Au cours des 12 derniers mois, la Municipalité régionale

Les principaux employeurs manufacturiers de Sorel-Tracy

Entreprise	Nbre d'employés
QIT-Fer et Titane	1 900
Aciers Atlas	600
Alstom Canada Power	400
Poudres métalliques	325
Forges de Sorel	200
Laiterie Chalifoux	150
Fabspec	150
Khorani	120

SOURCE : CLD DU BAS-RICHELIEU

TABLEAU : LES AFFAIRES

de comté (MRC) du Bas-Richelieu a accueilli une quinzaine de projets d'implantation industrielle qui entraîneraient la création de 200 emplois. Les investissements totaux s'élèvent à 16,5 M\$.

« Au moins six de ces projets sont orientés vers le dévelop-

pement durable, qui est devenu un véritable filon porteur pour l'économie régionale », précise M. Piché.

Parmi les nouvelles venues, mentionnons Industrie Métal, spécialisée dans la fabrication de bioréacteurs de compostage, une technologie européenne qui fait ainsi une percée en Amérique du Nord, et le fabricant de chauffe-piscines utilisant l'énergie solaire Therm-O-Temp.

Pour sa part, AgroDome, qui s'est installée à Saint-Robert, a mis au point une toiture gonflable autoportante qui empêche l'infiltration d'eau de pluie dans les fosses de lisier, ce qui permet de réduire le volume de purin à traiter et d'éliminer les problèmes d'odeurs.

Ces trois entreprises ont notamment bénéficié de l'aide financière du Fonds de relance du Bas-Richelieu pour mener à bien leur projet d'implantation.

Hausse de l'emploi

Par ailleurs, la situation de l'emploi s'est sensiblement améliorée ces dernières années dans le Bas-Richelieu.

Depuis 1996, le taux de chômage a chuté de plus de quatre points pour atteindre 9,3 % en 2001, selon les statistiques les plus récentes fournies par



JEAN-GUY PARADIS, LES AFFAIRES

« On commence à récolter les fruits de notre travail », affirme Claude Piché, du Centre local de développement du Bas-Richelieu.

Emploi-Québec. Le taux d'activité est passé de 56,1 à 56,5 % durant la même période.

L'embellie du marché de l'emploi s'est poursuivie au cours des derniers mois. « Au premier trimestre de 2003, le nombre de prestataires de l'assurance-chômage a baissé de près de 5 % et celui des prestataires de l'assistance-emploi, de 6 % », révèle Denis Côté, agent d'aide à l'emploi, services aux entreprises, à Emploi-Québec.

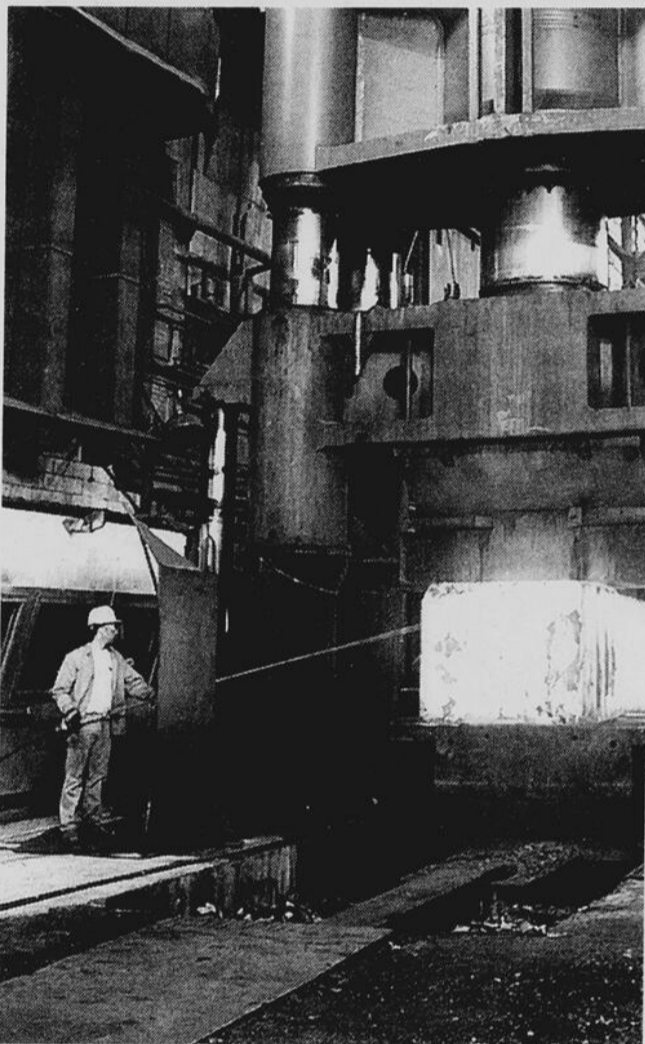
Sorel-Tracy n'échappe pas à la conjoncture démographique. Plus de 70 % de sa main-d'œuvre est âgée de 45 ans et plus. « Nous sommes la MRC de la Montérégie où la population est la plus vieillissante. C'est une bonne nouvelle pour les jeunes travailleurs, mais un signal d'alarme pour les entreprises », affirme M. Côté.

Diverses solutions sont envisagées pour contrer le phénomène. Des actions ont été

initiées avec le Centre local d'emploi (CLE) et le Cégep de Sorel-Tracy pour la mise en place de programmes de mentorat au sein des entreprises.

Une note encourageante pour les employeurs : les travailleurs de la région sont plus scolarisés. Entre 1996 et 2001, il y a eu une augmentation de 3 % du nombre de personnes possédant un diplôme universitaire et de 1,3 % de détenteurs de diplôme secondaire et post-secondaire. ■

Incertitude pour 800 travailleurs



Les Forges de Sorel ont récemment modernisé leurs équipements.

Un climat d'incertitude entoure les Aciers Atlas et des Forges de Sorel depuis que leur propriétaire, la société ontarienne Slater Steel, s'est mise sous la protection de la loi de la faillite en juin dernier.

Au total, les deux entreprises emploient environ 800 personnes et contribuent au maintien de 200 emplois dans des industries connexes. La perte de ces travailleurs constituerait un dur coup pour l'économie soreloise puisqu'elle réduirait à zéro la création d'emplois des trois dernières années, souligne Claude Piché, directeur au développement économique au Centre local de développement (CLD) du Bas-Richelieu.

À cause d'une conjoncture économique défavorable, Slater Steel, qui a enregistré des pertes supérieures à 50 M\$ durant les six premiers mois de 2003, a dû fermer temporairement son usine de Welland, en Ontario, et réduire le rythme de production à la moitié de celle de Fort Wayne, aux États-Unis. Au cours des derniers mois, le prix de l'acier a chuté considérablement (environ 70 %) sur les marchés.

Jusqu'à maintenant, il n'y a eu de suppression de postes. Une trentaine de travailleurs des Aciers Atlas ont décidé de prendre leur retraite, mais ils devraient être remplacés, affirme Michel Tellier, directeur général de l'entreprise.

Slater Steel a demandé d'importantes concessions à ses employés cadres et ses syndiqués, pour tenter de sauver les meubles. Les travailleurs des Aciers Atlas ne sont pas encore prononcés sur la question.

La situation est un peu différente aux Forges de Sorel, une entreprise rentable qui a récemment modernisé son équipement. Son avenir semble moins incertain que celui des Aciers Atlas.

Slater Steel doit remettre un plan de redressement à ses créanciers le 28 septembre prochain. ■ S.L.

Écoutez
comme c'est
beau!

radio-classique
99.5
cipx
fm • montréal

Rencontre au Sommet !!!



21^e édition
1^{er} octobre 2003
10 h 00 à 16 h 30

INSCRIPTION

(819) 562-3714
journee.carriere@usherbrooke.ca

UNIVERSITÉ DE
SHERBROOKE

Cinq PME unissent leurs efforts pour exporter

Sylvie Lemieux
dossiers@transcontinental.ca

Cinq entreprises de Sorel-Tracy ont décidé d'unir leurs efforts en embauchant une agente à l'exportation qui les aidera chacune à poursuivre ses efforts dans le développement du marché américain.

Il s'agit de la Coopérative Techno-Laser, de l'Atelier d'usinage Côté et Audet, de CNC Tracy, de L.L. Fonderie et de Philémon Courchesne Chauffage Ventilation, oeuvrant dans le secteur de la sous-traitance industrielle de produits métalliques.

Pour réaliser ce projet, les PME bénéficient de l'appui de la Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) du Bas-Richelieu et de ses partenaires, Développement économique Canada, le Service d'exportation Richelieu-Yamaska (SERY) et le Centre local de développement (CLD) du Bas-Richelieu.

« Il s'agit en fait de la troisième phase d'un projet visant à déterminer les possibilités d'exportation aux États-Unis pour les entreprises d'ici », dit Sylvie Pouliot, directrice générale de la SADC.

« Dans un premier temps, cette étude nous a permis de constater que le secteur de l'environnement était un créneau en développement. Nous avons ensuite créé un répertoire des principaux donneurs d'ordres américains de ce secteur. L'agente à l'exportation pourra établir des contacts avec ces entreprises au nom des cinq PME regroupées, afin de les aider à ouvrir de nouveaux marchés », explique M^{me} Pouliot.

Le SERY supervisera le travail de l'agente à l'exportation, Lise Morin, qui vient d'entrer en poste. « L'embauche de cette agente est une réponse à un problème souvent exprimé par les entreprises, souligne Éric Tessier, directeur général du SERY. Souvent, elles n'ont pas les moyens financiers de se doter d'un agent à l'exportation alors qu'elles ont besoin d'aide pour assurer le suivi des contacts avec des clients potentiels. L'agente à l'exportation aidera ces PME à passer à travers tout le processus d'inscription pour figurer sur la liste des fournisseurs des donneurs d'ordres, par exemple. »

Selon M. Tessier, les entreprises soreloises seraient les premières au Québec à avoir procédé à un tel regroupement. « Ce projet-pilote durera un an. D'après les résultats, on verra s'il faut modifier ou non la recette », dit-il.

Une mission à Las Vegas
Par ailleurs, le SERY mène divers autres projets pour

appuyer les entreprises du Bas-Richelieu dans leurs démarches visant l'ouverture de nouveaux marchés. Il travaille à l'organisation d'une mission commerciale dans le cadre du *Power Gen International*, le

plus important salon du secteur de l'énergie en Amérique du Nord avec ses 1 200 exposants, qui se tiendra en décembre 2003 à Las Vegas. « La moitié du pavillon du Canada sera occupée par des

entreprises du Bas-Richelieu, précise M. Tessier. Des rencontres d'affaires sont déjà au programme des exposants. » Jusqu'à maintenant, cinq entreprises de la région ont confirmé leur présence, dont la

Coopérative Techno-Laser et Atelier d'usinage Côté et Audet. Lors du dernier *Salon de la technologie industrielle*, qui s'est déroulé en mars dernier à Sorel-Tracy, le SERY a contribué à l'organisation du

volet dédié à l'exportation. À cette occasion, une vingtaine d'agents manufacturiers et de donneurs d'ordres américains sont venus rencontrer les entreprises manufacturières du Bas-Richelieu. ■

L'INITIATIVE RÉGIONALE STRATÉGIQUE

DU BAS-RICHELIEU

Contribution remboursable de
1 000 000 \$
au taux d'intérêt de **0 %**

SECTEURS ADMISSIBLES:

- PME de la fabrication, de la transformation et des services à valeur ajoutée;
- Entreprises actives dans le domaine du développement rural et touristique

AIDE FINANCIÈRE:

- maximum de 25% des coûts admissibles pour l'acquisition d'équipements neufs et les immobilisations afférentes;
- maximum de 75% des coûts admissibles reliés aux honoraires de professionnels pour la réalisation d'études, jusqu'à concurrence de 100 000\$;
- maximum de 25% des coûts admissibles pour le développement d'infrastructures touristiques et de produits touristiques novateurs.

L'INITIATIVE RÉGIONALE STRATÉGIQUE du Bas-Richelieu
Plus que du financement: des solutions durables!



Développement économique Canada

Canada Economic Development

Canada

SADC du Bas-Richelieu
50, rue du Roi, bureau 2, Sorel-Tracy
Téléphone : (450) 746-5595, poste 27
Télécopieur : (450) 746-1803
courriel : sadcagent@bellnet.ca



SADC
Société d'aide au développement de la collectivité du Bas-Richelieu

Un leadership établi en développement durable

Le Bas-Richelieu dépasse les beaux discours pour créer un important créneau d'écologie industrielle

Sylvie Lemieux
dossiers@transcontinental.ca

Le développement durable est sur toutes les lèvres depuis quelques années. Le Bas-Richelieu se targue toutefois d'avoir dépassé l'étape des beaux discours et d'être dans le feu de l'action.

« Le développement durable est malheureusement un concept qui a été galvaudé, affirme Yves Fortin, directeur général du Centre local de développement (CLD) du Bas-Richelieu. Il y a une différence entre faire de la gestion de l'environnement et faire de la gestion environnementale.

Cette dernière doit reposer sur un processus d'amélioration continue et intégrer les trois principes qui sous-tendent le développement durable. »

Ces trois principes sont : l'amélioration de l'équité sociale, le maintien de l'intégrité de l'environnement et l'amélioration de l'efficacité économique.

Au cours des derniers mois, plusieurs entreprises œuvrant en développement durable se sont implantées dans la région de Sorel-Tracy, dont **Therm-O-Temp**, **Industrie Mécatel** et **AgroDome**. Elles viennent se joindre aux autres qui ont déjà adhéré au principe, telles que **Conporec**, spécialiste de com-



JEAN-GUY PARADIS, LES AFFAIRES

« Une des forces de la région est le travail d'équipe », souligne Hélène Gignac, directrice générale du Centre de transfert technologique en écologie industrielle (CTTEI).

postage des ordures ménagères, et **Melri**, qui produit des micro-agrégats destinés au sablage par jet de sable à partir des résidus de **QIT-Fer** et **Titane**. **QIT** réutilise ou recycle plus de 60 % de son matériel stérile. De son côté, **Recmix** commercialise le dérivé ainsi obtenu par son entreprise-soeur, **Melri**.

Le Bas-Richelieu compte également plusieurs entreprises et organismes orientés vers le recyclage. Par exemple, **Électromoteur Richelieu** a emménagé en 2002 dans un nouvel entrepôt où elle effectue la réparation et le réusinage de moteurs électriques. **Recyclo-Centre**, une des premières ressourceries au Québec, récupère et recycle les matières résiduelles exclues de la collecte sélective (vêtements, bijoux, vaisselle, meubles, appareils électroménagers, etc.).

Bref, les exemples foisonnent.

« Une des forces de la région est le travail d'équipe », souligne Hélène Gignac, directrice générale du Centre de transfert technologique en écologie industrielle (CTTEI).

« Il existe une véritable synergie entre les différents intervenants économiques de la région pour aider les entreprises à s'implanter ou à se développer. », dit-elle.

Un leadership en R&D

Le Bas-Richelieu se positionne dans le créneau de l'écologie industrielle. L'écologie industrielle vise la croissance durable basée sur le respect de l'environnement. Dans cette optique, les entreprises doivent changer leur façon de produire et de concevoir les produits de manière à optimiser les ressources au lieu de les gaspiller ou de les épuiser.

« On veut que Sorel-Tracy devienne le moteur de la R&D dans ce domaine au Québec, comme Saint-Hyacinthe dans le secteur agroalimentaire »,

précise M^{me} Gignac.

Le Bas-Richelieu s'est doté de deux centres de recherche axés sur le développement durable qui sont complémentaires. Outre le CTTEI, la région compte également le Centre de recherche en environnement **UQAM Sorel-Tracy** (CREUST), qui se spécialise dans l'analyse et la caractérisation de matières fines. Le CTTEI prend souvent le relais des recherches effectuées au CREUST dans la valorisation des matières résiduelles de source industrielle et la réalisation de bancs d'essais.

Des exemples concrets

Ainsi, c'est au CTTEI que **Recmix** a mené des travaux de recherche pour évaluer les performances techniques de son abrasif, le **Sorelmix 30-60**. Il a été démontré que le produit, servant au nettoyage par sablage au jet de sable, est aussi performant que d'autres produits commerciaux et est moins nocif pour l'environnement et la santé des travailleurs.

Récemment, **Recmix** a développé une nouvelle application afin que son produit puisse désormais être utilisé pour la filtration de piscines. Là encore, l'entreprise de Sorel-Tracy a requis les services du CTTEI pour effectuer une analyse comparative du **Sorelmix** avec huit autres produits de filtration déjà sur le marché.

« Les tests ont démontré qu'il se compare avantageusement aux autres tout en limitant les problèmes environnementaux », affirme M^{me} Gignac.

De son côté, le CREUST procède actuellement à une étude pour le compte du ministère de l'Environnement sur la biodisponibilité des métaux contenus dans des résidus industriels non dangereux (sable de fonderie, scories d'aciérie, résidus miniers, etc.).

« Le projet de recherche vise à développer une méthode de caractérisation des produits pour mesurer leur impact sur l'environnement », explique M^{me} Gignac, qui assume depuis cette année la direction des deux centres de recherche.

Pour encore mieux asseoir son leadership en écologie industrielle, la région veut se doter d'un bâtiment industriel dit vert. « Il servirait notamment aux fins d'interprétation et de démonstration faites par les entreprises occupantes », explique **Claude Piché**, commissaire industriel et directeur au développement économique au CLD du Bas-Richelieu.

Le projet pourrait être réalisé dans les anciennes installations de **Marine Industries** dans le parc **Ludger-Simard**. ■



INDUSTRIES LAFLEUR

CARROSSERIES SPÉCIALISÉES POUR CAMIONS







Nous œuvrons dans le domaine de la fabrication de carrosseries spécialisées pour camion depuis plus de 35 ans.

La qualité de nos produits ainsi que l'expérience de notre équipe nous permettent d'être reconnu comme carrossier de qualité supérieure.

SIÈGE SOCIAL : 2359, BOULEVARD FISET
SOREL-TRACY (QUÉBEC) CANADA J3P 5K2
TÉLÉPHONE : (450) 743-3918
TÉLÉCOPIEUR : (450) 743-3906
thibault@industrieslafleur.com

www.industrieslafleur.com

Un volet international pour le Festival de la gibelotte

Sylvie Lemieux
dossiers@transcontinental.ca

Les organisateurs du *Festival de la gibelotte* de Sorel-Tracy caresse le rêve de voir celui-ci devenir un événement d'envergure internationale.

Présidé par **Sylvio Bouchard**, le comité doit décider au cours des prochains mois comment il pourrait concrétiser cette ambition.

« L'idée est lancée, explique M. Bouchard. Il reste à trouver de quelle façon on peut s'y prendre. On a notamment songé à inviter un pays étran-



L'organisation mise sur des artistes de renom tel que Robert Charlebois pour attirer les festivaliers.

ger qui ferait connaître ses produits du terroir aux festivaliers. Toutefois, il y a encore beaucoup d'éléments à déterminer. Ce projet demande du temps et de l'énergie. »

Le Festival de la gibelotte a fêté son 25^e anniversaire en 2002. Pour l'occasion, il a adopté une nouvelle orientation en misant davantage sur la présentation de spectacles d'artistes locaux et nationaux. « C'est ce qui attire les gens, notamment les adolescents », assure M. Bouchard.

Lors de sa récente édition du 4 au 12 juillet dernier, cette fête régionale a présenté, entre autres, des spectacles de **Robert Charlebois**, de **Luce Dufault** et des **Cowboys fringants** qui ont attiré une foule nombreuse.

Cet été, le Festival a accueilli 175 000 visiteurs, comparativement à 210 000 l'année précédente. Dame nature n'a pas aidé la cause des organisateurs, la pluie empêchant la tenue de plusieurs activités. Le bilan de l'événement est néanmoins positif, affirme M. Bouchard.

« Les festivaliers ont beaucoup apprécié les nouveautés, dont la Terrasse à la gibelotte qui, avec ses 500 places, a connu un succès fou. On a amélioré les installations de la Place de l'enfance, qui a elle aussi attiré de nombreuses familles. »

Événement majeur de la saison touristique dans le

Bas-Richelieu, le festival ne fait pas courir que les gens de Sorel-Tracy. Cette année, le quart des festivaliers provenaient de l'extérieur de la région soreloise, estime M. Bouchard.

En 2003, le budget du Festival de la gibelotte s'est élevé

à 650 000 \$. Le financement est assuré à 85 % par la vente de cartes d'accès quotidiennes et hebdomadaires.

L'événement lancé à l'été 1978, a été initié par des commerçants du centre-ville de Sorel qui voulaient créer de l'animation dans ce secteur de

la ville, explique M. Bouchard.

À chacun sa recette

Le thème de la gibelotte, un mets typique des îles de Sorel, a rapidement été adopté. Ce plat régional est en fait une soupe aux légumes qui s'accompagne de poisson, soit des

filets de perchaude ou de barbotte, parfois de flétan. Toutefois, à l'origine, la gibelotte se préparait avec de la sauvagine. Une loi interdisant la consommation de cette espèce de canard a obligé les Sorelois à modifier leur recette. Aujourd'hui, il existe plu-

sieurs variantes de la gibelotte, dont une servie avec du canard du lac Brome.

« C'est tout comme pour la tourtière du Lac-Saint-Jean, affirme M. Bouchard. Chacun a sa propre recette, qui se transmet d'une génération à l'autre. » ■

Partenaire dans la formation de la main-d'œuvre

Sélection et embauche de personnel

Analyse des besoins de formation

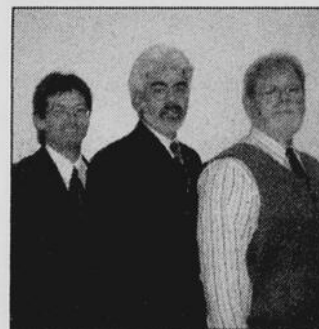
Production de matériel didactique

Maintien et développement des compétences de la main-d'œuvre

Nos secteurs d'activités :

- bureautique
- procédés infographiques
- dessin industriel
- soudage-montage
- soudage sur tuyaux
- électricité d'entretien
- électromécanique
- électronique industrielle
- mécanique industrielle
- pneumatique
- hydraulique proportionnelle
- usinage cnc
- ponts roulants
- signalisation et gréage
- chariots élévateurs
- chargeuses sur roues
- sécurité incendie
- préparation à la retraite
- tuyauterie à l'eau
- tuyauterie à vapeur
- tuyauterie à gaz
- appareils à gaz

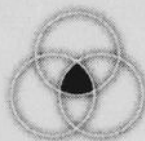
Appelez-nous :



M. Alain Lamy
Directeur adjoint

M. Michel Croteau
Directeur

M. Jean Marc Laporte
Conseiller en formation
Services à la PME



SERVICE AUX ENTREPRISES
COMMISSION SCOLAIRE DE SOREL-TRACY

41, avenue de l'Hôtel-Dieu
Sorel-Tracy (Québec) J3P 1L1
Téléphone : (450) 746-3990
Télécopieur : (450) 746-4476

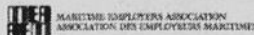
www.cs-soreltracy.qc.ca/services/servicesentreprises.html
alamy@cs-soreltracy.qc.ca
jmlaporte@cs-soreltracy.qc.ca
mrcroteau@cs-soreltracy.qc.ca

La
formation
sur mesure

Quelques-uns de nos clients :



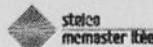
ALSTOM



HYDRO-QUÉBEC



ISPAT SIDBEC INC.



STELCO



QTT

Sorel-Tracy crée un pont avec la France

Elle se jumelle avec la région de Cholet, qui a aussi vécu une reconversion industrielle

Sylvie Lemieux
dossiers@transcontinental.ca

Sorel-Tracy est sur le point de se jumeler avec la région de Cholet, au nord-ouest de la France, avec qui elle a beaucoup à partager.

Il existe plusieurs similitudes entre ces deux agglomérations.

Elles comptent sensiblement la même population, soit environ 65 000 personnes.

Par ailleurs, Cholet a procédé avec succès à une reconversion industrielle au cours des 15 dernières années. Longtemps dominée par l'industrie textile, l'économie choletaise est aujourd'hui davantage

diversifiée, ce qui a bien sûr amélioré la situation de l'emploi. Le principal employeur est **Michelin**, qui compte environ 1 600 travailleurs.

Cette région dynamique, qui a adopté le slogan *Cholet, l'entrepreneuse*, peut donc servir de modèle à Sorel-Tracy dans sa relance économique, sou-

tient **Claude Piché**, commissaire industriel et directeur de la **Société des parcs industriels Sorel-Tracy**.

Une porte d'entrée sur l'Amérique

De son côté, Cholet, en se jumelant avec Sorel-Tracy, s'assure d'avoir une porte d'entrée

en Amérique du Nord. « Chacune des régions y trouve donc son compte », dit M. Piché.

Il souhaite que ce rapprochement mène à la création d'un réseau de démarchage qui favoriserait le développement d'entreprises des deux côtés de l'Atlantique.

le commissaire industriel, qui a effectué une visite de cette région de France à l'automne 2002 en compagnie de quelques représentants sorelois dont le maire, **Marcel Robert**, et le président du Comité de relance du Bas-Richelieu, **Michel Lessard**.

À son tour, Sorel-Tracy s'apprête à recevoir une délégation composée d'une quarantaine de Choletais en octobre prochain. Leur visite permettra d'officialiser le jumelage des deux régions.

C'est le **Club Rotary** de Sorel-Tracy qui a établi des contacts avec des membres rotariens de la région de Cholet afin de développer un partenariat. Rapidement, l'idée du jumelage a fait son chemin. « Les deux régions manifestaient une volonté de s'ouvrir sur l'extérieur. Le timing était excellent », résume M. Piché. ■

La région de Cholet servira de modèle à Sorel-Tracy dans sa relance économique.

La collaboration entre les deux agglomérations devrait dépasser le cadre des affaires. « Il s'agit d'un jumelage multilatéral qui pourrait entraîner des échanges sur les plans tant culturel et communautaire que sportif », explique

Sorel-Tracy : une vision d'avenir



« Quatrième plus vieille ville au Canada, la Ville de Sorel-Tracy entreprend avec son projet de renouveau urbain, un vaste chantier de mise en valeur de son caractère patrimonial et culturel.

Issue d'une fusion volontaire et réussie, la nouvelle ville de Sorel-Tracy est résolument tournée vers l'avenir. »



Marcel Robert
Maire de la
Ville de Sorel-Tracy



SOREL-TRACY

courrier@ville.sorel-tracy.qc.ca
(450) 780-5600

De l'aide pour les PME

Pour la troisième année consécutive, la **Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) du Bas-Richelieu** a obtenu en septembre le renouvellement du programme *Initiative régionale stratégique (IRS) du Bas-Richelieu*, qui garantit un investissement supplémentaire de 2 M\$.

Jusqu'à maintenant le programme IRS a injecté 2,5 M\$ dans l'économie régionale.

Cette nouvelle enveloppe accordée par **Développement économique Canada (DEC)** porte le budget global de l'IRS à 9 M\$ d'ici 2006.

Jusqu'à maintenant, le programme a injecté 2,5 M\$ dans l'économie régionale. Ces fonds ont créé ou au maintenu 134 emplois et généré des retombées économiques de 18 M\$, dit **Sylvie Pouliot**, directrice générale de la SADC.

Une aide financière précieuse pour la région

L'IRS aide financièrement les PME des secteurs de la fabrication, de la transformation et des services, de même que des entreprises des secteurs rural et touristique pour l'acquisition d'équipement neuf, la réalisation d'études de faisabilité et le développement de produits ou d'in-

frastructures touristiques.

Parmi les entreprises qui ont bénéficié du programme, mentionnons la **Coopérative Techno-Laser**, spécialisée dans le découpage au laser du métal, qui a obtenu une partie du financement pour acquérir un système à contrôle numérique de haute précision 3D.

Selon son président, **Alain Plourde**, cet équipement permettra à Techno-Laser de diversifier sa production et de percer de nouveaux marchés. À l'heure actuelle, la jeune entreprise, qui emploie 17 personnes, destine 20 % de sa production à l'exportation.

« Avec cette nouvelle machine de coupe en six axes, nous espérons augmenter la proportion des ventes à l'étranger à 30 % cette année », a révélé M. Plourde lors de l'annonce du renouvellement de l'IRS.

Dans le cadre de l'IRS, la SADC a également fourni de l'aide financière au **Centre de recherche en environnement UQAM Sorel-Tracy (CREUST)** et à l'usine de fabrication de tapis **Khorani** pour l'achat d'équipement de pointe. Elle a aussi participé au financement de la construction de la passe migratoire du barrage de Saint-Ours. ■ S.L.

LA SUITE
DU CAHIER
SOREL-TRACY
EN A7

Un vaste plan pour revitaliser le centre-ville

La Ville entend accroître son pouvoir d'attraction auprès des gens de l'extérieur

Sylvie Lemieux
dossiers@transcontinental.ca

La Ville de Sorel-Tracy est engagée dans la revitalisation du Vieux-Sorel avec le projet *Renouveau urbain*, une première étape avant d'investir plus tard dans la revitalisation de tout le centre-ville avec l'élaboration d'un plan directeur de développement.

Dans un premier temps, elle a récemment entrepris des travaux pour rénover ses infrastructures souterraines et de surface autour du Marché Richelieu afin de rajeunir un secteur qui a été abandonné ces dernières années, selon le maire, **Marcel Robert**. Il souhaite que ces travaux attirent de nouveaux projets de développement dans ce secteur.

La première phase des rénovations devrait être complétée d'ici le début de l'hiver; d'autres travaux seront entrepris au printemps 2004.

Le projet nécessite un investissement de 1,3 M\$. Une partie des coûts (environ 50 %) est assumée par le gouvernement

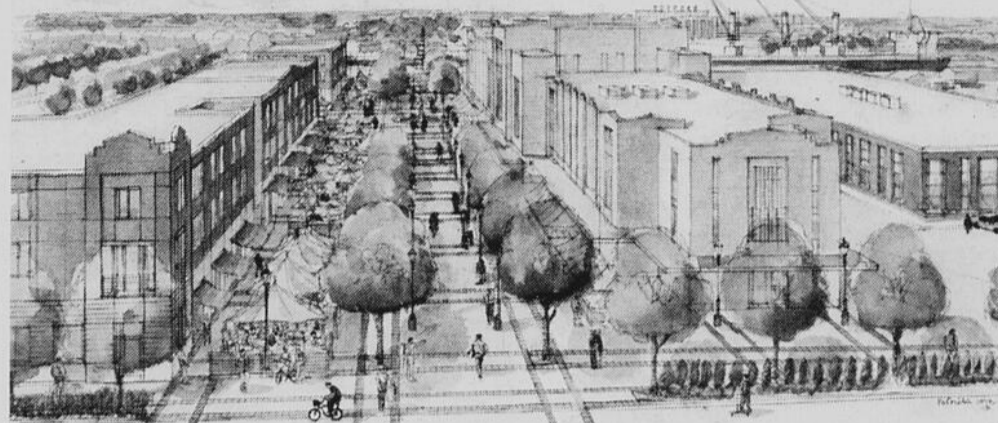
du Québec par le truchement de son programme *Agir pour l'emploi et la qualité de vie*, géré par le ministère des **Affaires municipales** qui a pour but de revitaliser les centres urbains.

Les travaux ont commencé avec un peu de retard, la Ville ayant dû faire face à une certaine opposition dans la population quant à l'impact de ces travaux sur la dette municipale. Un référendum a été tenu au début de l'été, et les partisans du oui l'ont emporté.

Un plan axé sur le long terme

Avant de passer à l'action, la municipalité a voulu savoir ce que désirait la population. Au printemps dernier, elle a amorcé une réflexion et entrepris des actions qui mèneront à la réalisation d'un plan de développement du centre-ville beaucoup plus vaste que les rénovations effectuées dans son vieux quartier.

De fait, le projet englobe le secteur situé entre le fleuve, jusqu'à la rue Victoria et la



Voici à quoi devrait ressembler le Vieux-Sorel après sa cure de rajeunissement.

rivière Richelieu, jusqu'à la rue Paradis, débordant largement du quadrilatère du centre-ville. Le plan directeur de développement doit aussi intégrer les différentes vocations du territoire : touristique, culturelle, historique, commerciale et résidentielle.

L'ensemble des intervenants a donc été convié à une consultation publique.

« Au lieu d'arriver avec un plan déjà fait, on a préféré demander à la population à quoi

elle voulait que Sorel-Tracy ressemble dans 5, 10 ou 15 ans, explique M. Robert. Notre objectif est de trouver des solutions qui rallieront tout le monde. »

Dans son approche, la Ville mise sur le développement intégré et durable, qui est à la base du renouveau industriel de la région entrepris il y a quelques années.

« On veut faire des actions cohérentes avec la protection de l'environnement afin de se doter d'un milieu de vie de qua-

lité qui a un fort pouvoir d'attraction, souligne M. Robert. Notre population est vieillissante. D'ici cinq ans, les entreprises devront remplacer un pourcentage important de leur main-d'oeuvre. Pour cela, elles seront obligées de recruter des travailleurs à l'extérieur de la région et les attirer ici. »

La consultation publique, qui a connu un bon taux de participation, a été menée par la firme de consultants **Gauthier Biancamano Bolduc**. Cette

dernière doit déposer d'ici peu le plan directeur de développement du centre-ville.

Le développement des berges

Depuis trois ans, la Ville mène un autre dossier important aux yeux du maire, soit l'acquisition du quai numéro 2, un lieu stratégique qui montre un potentiel de développement commercial intéressant.

« On a fait de la récupération de nos berges une de nos priorités », explique M. Robert.

Les installations portuaires, adjacentes au parc Regard sur le Fleuve situé près du centre-ville, pourraient servir à plusieurs activités fluviales comme des croisières. Il sera aussi possible de développer des projets d'hébergement et d'établir des commerces et différents services saisonniers.

Selon M. Robert, des promoteurs ont déjà manifesté leur intérêt pour le site. Avant d'attribuer des permis de construction, la Ville doit négocier avec les deux paliers de gouvernement. ■

ALSTOM

20% de la puissance électrique installée dans le monde.

Au Canada, n°1 pour son matériel de production d'énergie et sa gamme de services

Ça vaut le coup d'œil!

La consommation d'énergie mondiale est censée doubler d'ici vingt ans. ALSTOM conçoit, construit, installe et entretient les infrastructures de production et de distribution d'électricité pour satisfaire les besoins des marchés en croissance.

ALSTOM, le spécialiste global des infrastructures pour l'énergie et le transport.

Power Environment, 1350, chemin St-Roch, Sorel-Tracy (Québec) J3R 5P9
Tél.: (450) 746-6500 • Téléc.: (450) 746-6511

www.alstom.com

La valorisation des matières résiduelles industrielles

...bien plus qu'une prise de conscience, un partenariat novateur!



CENTRE DE TRANSFERT TECHNOLOGIQUE
EN ÉCOLOGIE INDUSTRIELLE
Centre J.-Édouard-Simard



CENTRE DE RECHERCHE
EN ENVIRONNEMENT
UQAM SOREL-TRACY

- ✓ Caractérisation et valorisation des matières résiduelles industrielles
- ✓ Promotion de l'écologie industrielle
- ✓ Transferts technologiques

3000, boulevard de Tracy, Sorel-Tracy (Québec) J3R 5B9
Téléphone : (450) 742-6651 poste 5301 • Télécopieur : (450) 730-0867
cttei@cegep-sorel-tracy.qc.ca • creust@cegep-sorel-tracy.qc.ca
www.bas-richelieu.com

La diminution des stocks de perchaude crée des remous

Les pêcheurs sportifs estiment que la pêche commerciale surexploite la ressource

Sylvie Lemieux
dossiers@transcontinental.ca

Autour du lac Saint-Pierre, plusieurs souhaitent que la perchaude devienne un produit d'appel pour la région, comme le lac Brome l'a fait avec son canard, afin qu'elle soit un outil de développement économique. Pour cela, il faudra toutefois protéger la ressource, dont les stocks ont dangereusement chuté à la fin de la dernière décennie.

En 1997 et 1998, les débarquements commerciaux ont atteint 70 tonnes de perchaudes, loin du total des prises effectuées entre 1986 et 1994 qui s'élevait à 213 tonnes.

En fait, le dossier de la pêche sur le lac Saint-Pierre est un véritable panier de crabes. Pêcheurs sportifs et pêcheurs commerciaux s'affrontent depuis une trentaine d'années.

Les premiers soutiennent que la pêche commerciale, qui est pratiquée depuis plus d'un siècle sur le lac, surexploite la perchaude et menace la survie de la ressource. Les seconds

s'en défendent en disant que les conditions environnementales nuisent au renouvellement des stocks.

Le territoire est géré conjointement par deux ministères qui ont des objectifs divergents. De son côté, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) a le mandat de soutenir et de promouvoir la pêche commerciale; de l'autre, la Société de la faune et des parcs du Québec (FAPAQ) veut assurer la conservation de la ressource tout en appuyant la pêche sportive.

Création d'un comité conjoint

Dans un contexte où les opinions sont tranchées, un comité permanent de suivi et de gestion des stocks de perchaude a été créé pour étudier la question. Il réunit autour d'une même table des représentants de la FAPAQ et du MAPAQ, des utilisateurs (pêcheurs commerciaux et sportifs, pourvoyeurs, etc.) de même que des scientifiques.



Sur le lac Saint-Pierre, pêcheurs sportifs et pêcheurs commerciaux sont en conflit depuis une trentaine d'années.

Le rôle du comité conjoint sera d'émettre des recommandations annuelles au gouvernement concernant le suivi de la ressource et l'approche réglementaire à adopter, explique **André Thibault**, président du comité et professeur au département des sciences du loisir et de la communication sociale de l'Université du Québec à Trois-Rivières.

La mise sur pied de ce comité faisait partie des recommandations formulées par **Pierre Magnan**, titulaire de la Chaire de recherche en écologie des eaux douces de l'UQTR dans une étude sur l'état des stocks de perchaude dans le lac Saint-Pierre commandée par la FAPAQ et le MAPAQ en 2002.

Selon M. Magnan, les mesures restrictives de pêche quant

au nombre et à la taille des poissons imposées depuis 1999 ont permis à la population de perchaudes de se reconstituer en partie. Depuis 2000, les débarquements de perchaudes par les pêcheurs commerciaux avoisinent les 100 tonnes par année, pour un total des ventes variant entre 1,6 et 1,8 M\$, selon les données fournies par le MAPAQ. En 2003, environ 36 permis de pêche commerciaux ont été émis au lac Saint-Pierre, un chiffre qui est en baisse depuis quelques années. Outre la perchaude, les pêcheurs récoltent du doré jaune, du maskinongé et du grand brochet.

Il reste que la situation de l'espèce demeure fragile, d'où la recommandation d'effectuer un suivi annuel de l'état des stocks.

La survie de l'espèce grandement menacée

De l'avis de plusieurs, la survie de la perchaude ne peut être assurée que par la disparition de la pêche commerciale. « On ne part pas avec cette pré-

mise, assure M. Thibault. On croit à la cohabitation entre différentes catégories d'utilisateurs à certaines conditions. L'état des stocks est bas, mais pas au point de compromettre la pêche commerciale.

« Dans ce dossier, il y a aussi de multiples facteurs à considérer dont l'impact de l'augmentation de la population de cormorans, qui s'alimentent notamment de perchaudes. Il faudra étudier ces aspects avant de formuler des recommandations », ajoute M. Thibault.

Selon lui, la création du comité est un progrès dans ce dossier, qui stagne depuis plusieurs années.

Il est à noter que les prises des pêcheurs commerciaux sont surtout vendues sur les marchés extérieurs, où les prix sont meilleurs. Ainsi, pour préparer la fameuse gibelotte des îles de Sorel, les restaurateurs de la région doivent souvent importer la perchaude, qui est l'un des principaux ingrédients. ■

VOUS AVEZ L'ESPRIT D'ENTREPRENEUR.

NOUS AVONS L'ÉQUIPE.

Vous travaillez constamment à la croissance de votre entreprise. Vous cherchez les meilleurs partenaires pour y arriver. Chez Desjardins, vous pouvez compter sur des experts de tous les secteurs d'activité pour vous offrir des solutions d'affaires adaptées à vos besoins.

Vos exigences sont notre priorité.

Les Caisses populaires Desjardins du Secteur Bas-Richelieu en collaboration avec le Centre financier aux entreprises du Richelieu



Desjardins

Conjuger avoirs et êtres

Le **Bas Richelieu,**

c'est...



Un milieu de vie riche en histoire,
Un territoire fortement urbanisé,
Une région où l'agriculture est très dynamique,
Un environnement naturel unique et reconnu comme réserve mondiale de biosphère par l'UNESCO.

Investir dans le Bas-Richelieu, c'est...

Un gage de qualité !



MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DU BAS-RICHELIEU

1275, chemin des Patriotes
Sorel-Tracy (Québec) J3P 2N4
Téléphone : (450) 743-2703
Télécopieur : (450) 743-7313
Courriel : mrc@mrc-bas-richelieu.qc.ca

Le développement du lac Saint-Pierre sera bientôt décidé

La population se prononcera en octobre sur le projet de développement écotouristique de 27 M\$

Sylvie Lemieux
dossiers@transcontinental.ca

La population du Bas-Richelieu se prononcera en octobre sur l'ambitieux projet de développement écotouristique de la réserve mondiale de la biosphère du lac Saint-Pierre, dont les grandes lignes ont été présentées en août dernier. De là, un plan d'action sera défini.

Dans son ensemble, le projet nécessiterait un investissement de 27 M\$. De ce montant, 16,6 M\$ seraient consacrés à l'habitation et à la restauration, 6,1 M\$, à des activités d'interprétation et un peu plus de 5 M\$, à la création d'un laboratoire de recherche qui abriterait l'Institut de recherche en développement durable.

« On lance les grandes idées, mais il revient aux collectivités de décider », explique Normand Gariépy, président de la Coopérative de solidarité de la réserve mondiale de la biosphère du Lac Saint-Pierre.

L'organisme respecte ainsi un des principes mis de l'avant par l'UNESCO quand elle accorde cette reconnaissance internationale que constitue le titre de réserve mondiale à un territoire. « L'UNESCO demande de donner toute l'information sur le potentiel de développement du site à la population, qui choisit alors quel projet elle veut mettre de l'avant,

poursuit M. Gariépy. Les actions doivent être menées dans un souci de conservation de la nature et de protection de l'environnement. »

L'UNESCO a reconnu le lac Saint-Pierre comme réserve mondiale de la biosphère en novembre 2000. La Coopérative de solidarité a mis près de trois

« Les actions doivent être menées dans un souci de conservation de la nature et de protection de l'environnement. »

— Normand Gariépy

ans de travail pour accoucher du plan directeur de développement. « Au départ, on ne s'est peut-être pas rendu compte de la complexité des analyses à faire pour apporter un éclairage complet sur le territoire, dit M. Gariépy. On se devait de prendre le temps de bien faire les choses. »

Des propositions à évaluer

Le plan directeur évoque la possibilité de construire deux villages sur les rives nord et sud du lac, qui serviront de points d'accès principaux aux différents milieux naturels.

On y retrouverait notamment un centre d'accueil et son

pavillon thématique sur la biologie, la science qui étudie différents processus biologiques se déroulant dans la nature, de même qu'un centre de recherche voué à l'étude de l'évolution des écosystèmes dans ce laboratoire vivant que constitue le lac Saint-Pierre.

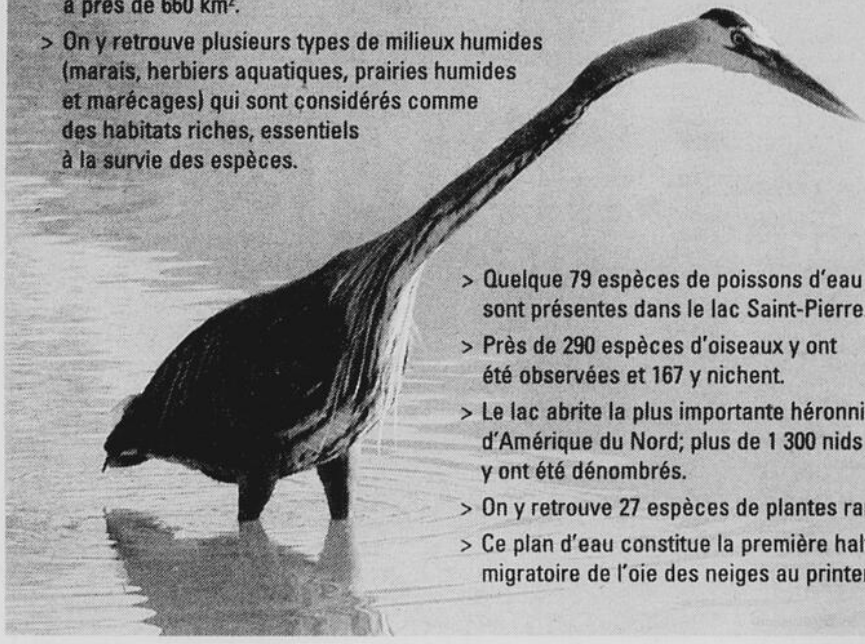
Différents types d'hébergement pourraient être construits, dont des chalets sur pilotis dans les villages riverains, des refuges et des sites de camping. Il y aurait aussi de la place pour de l'hébergement plus traditionnel (gîtes et auberges) en périphérie du lac. Toutes ces infrastructures viendront appuyer les activités d'éducation, d'observation, de découverte et de récréation.

Selon M. Gariépy, il est encore trop tôt pour dire quand les premiers projets de développement seront réalisés.

Il faut d'abord que la population émette ses commentaires sur le plan directeur lors du forum des citoyens, qui se tiendra le 25 octobre à Louiseville. Ce n'est qu'après qu'un plan d'action sera défini. ■

Pourquoi le lac Saint-Pierre a été désigné réserve de la biosphère

- > Il constitue le dernier bassin d'eau douce du Saint-Laurent.
- > Il abrite un archipel de 103 îles, le plus important de cette voie fluviale.
- > Le territoire est demeuré naturel à 90 %.
- > Au printemps, la superficie du lac s'accroît d'environ 37 %, passant de 480 à près de 660 km².
- > On y retrouve plusieurs types de milieux humides (marais, herbiers aquatiques, prairies humides et marécages) qui sont considérés comme des habitats riches, essentiels à la survie des espèces.



- > Quelque 79 espèces de poissons d'eau douce sont présentes dans le lac Saint-Pierre.
- > Près de 290 espèces d'oiseaux y ont été observées et 167 y nichent.
- > Le lac abrite la plus importante héronnière d'Amérique du Nord; plus de 1 300 nids y ont été dénombrés.
- > On y retrouve 27 espèces de plantes rares.
- > Ce plan d'eau constitue la première halte migratoire de l'oie des neiges au printemps.

www.reperes-emplois.com

LA MEILLEURE FAÇON DE REPÉRER LE MEILLEUR EMPLOI

REPÈRES Emplois

LES AFFAIRES

Fe(C)
TiO₂

Notre matière première: l'innovation!

Nos employés ont fière mine

Et ils ont bien raison d'être aussi fiers. Car en plus de pouvoir innover chaque jour dans leur travail, ils font tout pour permettre à l'entreprise de contribuer sans cesse à la qualité économique, sociale et environnementale de la région. Pourquoi? Parce que, chez QIT-Fer et Titane, nous croyons que la croissance de notre entreprise passe aussi par la croissance des régions où nous sommes établis. Et, que ce soit à Sorel-Tracy, tout près de Montréal ou à Havre-Saint-Pierre, nous avons bien l'intention de continuer, pour le bien des générations futures.

Pour en savoir plus sur nos activités et sur notre façon de voir la vie, visitez notre site Internet : www.qit.com

une force mondiale
www.qit.com

QIT
QIT-Fer et Titane

Quand Sorel s'écrivait Saurel

Sylvie Lemieux
dossiers@transcontinental.ca

Maintenant engagée dans un effort de reconversion industrielle, la région de Sorel-Tracy, située stratégiquement au confluent du Saint-Laurent et de la rivière Richelieu, a écrit l'une des grandes pages de

l'histoire du développement économique du Québec.

Tout commence vraiment en 1665, alors que le roi Louis XIV envoie le régiment de Carignan-Salières, dirigé par Alexandre de Prouville, marquis de Tracy, afin de contre-carrer la menace des Iroquois. Tracy fit construire deux forts

sur le territoire : Chambly et Sainte-Thérèse. Il chargea également le capitaine Pierre de Saurel de reconstruire le fort Richelieu, érigé en 1642 mais rapidement abandonné faute d'appuis. Les deux hommes marqueront l'histoire de la région à tel point qu'ils lui légueront leur nom de famille.

Pierre de Saurel a été à l'origine de la vocation navale de ce qui allait devenir Sorel : en 1671, il passe un contrat pour fournir par voie fluviale du bois de chêne et de pin au chantier du roi à Québec, révèle un document de la Société historique Pierre-de-Saurel.

En 1724, la seigneurie de Saurel compte environ 300 habitants. Parce que les terres sont pauvres, plusieurs Saurelois se livrent à la traite des fourrures ou se tournent vers l'exploitation des richesses naturelles de la région : le bois et l'eau. Au 18^e siècle, la construction navale devient le principal moteur de l'économie.

Les bouleversements de la Conquête

Peuplée d'environ 1 000 habitants en 1760, la seigneurie de Saurel change de propriétaire lors de la Conquête alors que John Bloomfield, un Anglais d'origine, en prend possession.

Elle perd alors sa graphie Saurel pour celle de Sorel. « L'orthographe s'est modifiée progressivement. À l'époque, beaucoup de gens écrivaient au son », explique Catherine Objois, directrice de la Société historique Pierre-de-Saurel. C'est à la fin du 18^e siècle que graphie Saurel disparaît des documents officiels.

Boom industriel

Au 18^e siècle, l'économie de Sorel est dominée par les chantiers maritimes et les produits forestiers, qui constituent les principaux biens d'exportation. La construction navale se multiplie sur les deux rives du Richelieu et le bord du Saint-Laurent. Elle favorise le développement d'industries connexes : fonderie, fabrication de machines à vapeur, construction de quais, etc.

L'économie se diversifie avec l'implantation de scieries, de manufactures de vêtements et



Marine Industries et Sorel Industries employaient jusqu'à 10 000 personnes durant la Seconde Guerre mondiale.

de chaussures et de tanneries.

La population s'accroît rapidement. En 1875-1876, deux paroisses sont créées, soit Sainte-Anne-de-Sorel et Saint-Joseph-de-Sorel, qui deviendra la ville de Tracy en 1954.

Les années prospères

La Première Guerre mondiale fait rouler l'économie de Sorel. Plusieurs navires de guerre seront construits dans ses chantiers navals. En 1917, Joseph Simard, originaire de Baie-Saint-Paul, acquiert avec deux associés les chantiers Manseau. C'est le début de la formidable saga des Simard, qui bâtiront un empire industriel dans la région soreloise.

Les effets de la grande dépression se font peu sentir à Sorel, qui connaît un développement économique important au début du 20^e siècle. En 1929, la North American Elevators Ltd. construit deux élévateurs de grain dans le port, qui devient alors un lieu de transbordement pour le blé de l'Ouest canadien destiné aux marchés européens.

De nombreuses entreprises s'implantent à Sorel dont Richelieu Knitting Company, Sorel Mechanical Shops. Ludger Simard, frère de Joseph, dirige la Sorel Steel Fundries acquise en 1932 par Consoli-

dated Marine Companies.


En 1937, c'est l'apogée de la construction navale quand Joseph Simard fusionne plusieurs chantiers pour former Marine Industries.

La Seconde Guerre mondiale amène un autre boom économique. Les usines de Marine Industries et Sorel Industries emploieront jusqu'à 10 000 personnes pour répondre aux commandes de navires et de canons. Entre 1941 et 1951, la population doublera.

La guerre finie, Marine Industries réduit son effectif de 3 200 à 150 employés en un jour. Ses anciennes installations ont été acquises en 2001 par la Corporation de développement des parcs industriels et du port de Sorel-Tracy au coût de 7 M\$, pour créer le parc Ludger-Simard. Par la suite, plusieurs entreprises (QIT-Fer et Titane - aujourd'hui le moteur de l'économie régionale - Tioxide, Aciers Atlas) s'y établissent. La ville-mère fournit les services et abrite le port tandis que Tracy et Saint-Joseph-de-Sorel conservent une vocation industrielle.

Le 15 mars 2000, Sorel et Tracy fusionnent alors que les municipalités de Saint-Joseph-de-Sorel et de Sainte-Anne-de-Sorel choisissent de maintenir leur statut. ■

Port de Sorel-Tracy




Accessible toute l'année, le Terminal Maritime Sorel-Tracy, division de Services de Quai Fagen, est l'un des principaux choix sur le fleuve Saint-Laurent pour l'import-export d'acier et ce, pour tout le marché nord-américain.

Le Terminal manutentionne aussi des produits forestiers, des marchandises générales et des projets spéciaux.

Situé à 70 km de Montréal, à l'embouchure de la rivière Richelieu sur la rive sud du fleuve Saint-Laurent, le Terminal a été acquis en 1990. En 1995-1996, d'importants aménagements y ont été effectués.

Équipé en permanence de grues mobiles d'une capacité allant jusqu'à 200 tonnes, le Terminal Maritime Sorel-Tracy dispose, sur les quais, de deux voies ferrées du CN (Canadien National) en plus d'offrir un accès direct aux grands réseaux autoroutiers du Québec, du Canada et des États-Unis.



SOREL TRACY
TERMINAL MARITIME TERMINAL


101, rue Montcalm, St-Joseph-de-Sorel QC J3R 1B9 Canada
Tél. : (450) 743-5561 Fax : (450) 743-9952



LES POUDRES MÉTALLIQUES DU QUÉBEC LTÉE


Un leader mondial dans la métallurgie des poudres de fer et d'acier

Fière d'être associée à la région de Sorel-Tracy depuis 35 ans



www.qmp-powders.com

STÉPHANIE GUAY
REPRÉSENTANTE TECHNIQUE



PRODUITS ET SERVICES EN TRAITEMENTS THERMIQUES

3205, DES CHANTIERS
SOREL-TRACY (QUÉBEC) J3P 5N3

Une technologie de compostage de classe mondiale

Après les États-Unis, Conporec pourrait obtenir des contrats en Australie et en France

Sylvie Lemieux

dossiers@transcontinental.ca

L'adage le dit bien : nul n'est prophète en son pays. **Conporec**, une des entreprises clés du créneau du développement durable à Sorel-Tracy, peut en témoigner : elle a plus de facilité à vendre sa technologie de compostage à l'étranger qu'au Québec.

Il y a deux ans, elle a commencé la construction d'une usine de compostage dans le comté de Delaware, dans l'État de New York, un projet de 25 M\$. En août dernier, les dernières pièces du bioréacteur fabriqué par **Industrie Mécatec**, partenaire de Conporec dans le projet, prenaient la route des États-Unis.

« Cinq des plus grandes villes américaines attendent de voir les résultats de cette usine, qui est en quelque sorte notre usine-pilote », dit **Gilles Dupuis**, directeur général de Conporec, une entreprise fondée il y a plus de 10 ans.

« La Ville de New York, entre autres, nous a demandé d'éva-

luer les coûts d'une usine de trois à quatre fois plus importante que celle du comté de Delaware. Les New-Yorkais ont étudié quatre technologies différentes, et c'est la nôtre qui a été jugée la meilleure », explique M. Dupuis.

Par ailleurs, Conporec s'apprête à présenter une proposition pour la construction d'une usine de compostage à Coffs Harbour, en Australie. Elle a été invitée à déposer une soumission à la suite d'un concours technologique qu'elle a remporté.

L'entreprise soreloise a également été choisie lors d'un appel d'offres public pour présenter une soumission concernant la construction d'une autre usine à Tournan-en-Brie, en France, un projet de 25 M\$.

« Nous sommes confiants, puisque aucune autre firme ne peut se conformer à nos normes environnementales », affirme M. Dupuis.

Conporec emploie actuellement une quarantaine de personnes à son usine de

Sorel-Tracy, où elle traite 35 000 tonnes de déchets par année. Si elle obtient les contrats de construction en Australie et en France, l'entreprise devrait embaucher six travailleurs supplémentaires.

Conporec confie également une partie de la fabrication de son équipement en sous-traitance. Dans le cadre de la construction du bioréacteur destiné à l'usine du comté de Delaware, les ateliers **Régifab** et **Bertrem** ont notamment été mis à contribution.

Un marché québécois à développer

Conporec avoue avoir plus de difficulté à percer le marché intérieur. Les choses commencent toutefois à bouger, dit M. Dupuis. En compagnie de **Gilles Beaulieu**, directeur général de Mécatec et ex-pdg de Conporec, il a entrepris une tournée de présentation dans différentes villes du Québec dont Montréal, Québec, Rimouski, Matane et Baie-Comeau.

Selon M. Beaulieu, la tâche



JEAN-GUY PARADIS, LES AFFAIRES

de Conporec sera facilitée si le ministère de l'Environnement tient le cap sur sa politique de recyclage et de récupération. Selon les objectifs du gouvernement, les municipalités devront détourner 60 % de leurs déchets domestiques vers d'autres destinations que le dépotoir d'ici 2008.

Grâce à son procédé, Conporec composte 75 % des ordures ménagères de la Municipalité régionale de comté (MRC) du Bas-Richelieu. Les objectifs du gouvernement sont donc atteignables, soutient M. Beaulieu, qui a banni le mot

Gilles Dupuis, directeur général de Conporec

déchet de son vocabulaire. « Je préfère parler de matières premières ou d'ordures ménagères », dit-il en riant.

Un partenariat renforcé

Par ailleurs, Conporec se rapproche de son partenaire, Mécatec. Elle vient en effet de faire une proposition pour acquérir 50 % de l'entreprise nouvellement implantée à Sorel-Tracy.

Mécatec, une entreprise d'origine française fondée en

1934, a mis au point le bioréacteur utilisé et adapté par Conporec pour le compostage des déchets domestiques. Gilles Beaulieu a acquis Mécatec il y a deux ans. « L'entreprise périssait, et les dirigeants voulaient s'en départir, explique M. Beaulieu, un ingénieur en mécanique. Il était essentiel pour Conporec que Mécatec continue d'exister. Elle n'avait toutefois pas les reins assez solides pour s'en porter acquéreur. J'ai décidé de faire le saut. »

Les deux entreprises, dont les technologies sont complémentaires, ont signé un accord d'exclusivité selon lequel Conporec n'achète que les bioréacteurs de Mécatec qui, elle, réserve ses produits à la première.

La transaction, qui devrait être finalisée en décembre prochain, permet aux deux partenaires de renforcer leurs liens et de devenir plus concurrentiels.

Conporec envisage sérieusement d'entrer sur le marché boursier au printemps 2004. ■

depuis
1915

Plus de 300 employés répartis dans 22 villes, desservent plus de 18 000 entreprises et 80 000 particuliers au Québec générant un volume annuel de primes de plus de 108 000 000 \$.

Depuis 1915, l'entreprise familiale est fière de supporter la croissance des entreprises de la grande région de Sorel-Tracy en fournissant des services professionnels à la très grande majorité d'entre elles.

Le siège social situé à Sorel-Tracy, où l'entreprise a ses racines historiques, compte près de 100 professionnels qui participent activement à la relance de cette magnifique région.



LUSSIER
Cabinet d'assurances et services financiers inc.

AUTO • RÉSIDENCE • ENTREPRISE • MOTO • BATEAU
SERVICES FINANCIERS • ASSURANCE-VIE

80, rue Augusta Sorel-Tracy • Tél.: (450) 746-1000 • www.lussierassurance.ca

Sorel-Tracy... inc.!

Centre d'excellence en développement durable

À TIRER DANS LA MÊME DIRECTION... ON RÉUSSIT!



Joignez-vous à nous!

Gratien LeBel	Président de la SADC du Bas-Richelieu et du Réseau des SADC du Québec
Denis Gauthier	Directeur du Centre local d'emploi de Sorel
Daniel Proulx	Président 2003 de la Chambre de commerce et d'industrie de Sorel-Tracy
Marcel Robert	Maire de Sorel-Tracy
Sylvain Simard	Député de Richelieu
Robert Beaudry	Président du Centre de recherche UQAM Sorel-Tracy
Françoise Richer	Présidente du CLD du Bas-Richelieu et directrice générale du Cégep de Sorel-Tracy
Roxan Gagnon	Président de Carrefour jeunesse emploi et coordonnateur du Salon de la technologie industrielle
Denis Rajotte	Président de la Commission scolaire de Sorel-Tracy
Michel Lessard	Président de la Société des parcs industriels Sorel-Tracy
Olivar Gravel	Préfet de la MRC du Bas-Richelieu
Hélène Gignac	Directrice du Centre de transfert technologique en écologie industrielle

« Notre région constitue un pôle d'attraction pour la recherche et le développement en écologie industrielle ainsi que pour la fabrication d'équipements liés au secteur de l'environnement. Plusieurs de nos entreprises sont devenues, au cours des dernières années, des chefs de file dans le domaine du recyclage et de la revalorisation des matières résiduelles. Sorel-Tracy... l'environnement qu'il faut à votre entreprise pour progresser. »

- Claude Piché,
commissaire industriel



Société des
parcs industriels
Sorel-Tracy

50, rue du Roi, bureau 10
Sorel-Tracy (Québec) J3P 4M7
Téléphone : (450) 743-3072
1 888 742-5933
Télécopieur : (450) 743-3147
info@soreldev.qc.ca